

Le 3 août 2018

Comité permanent des finances de la Chambre des communes
Parlement du Canada
Ottawa (Ontario) K1A0A9

Objet : Mémoire présenté dans le cadre des consultations prébudgétaires en vue du budget de 2019

Au nom des entreprises membres de BIOTECanada, c'est avec plaisir que je présente au Comité permanent des finances de la Chambre des communes le point de vue et les recommandations de l'industrie dans le cadre des consultations relatives au budget fédéral de 2019 dont le thème est « **La croissance économique, gage de la compétitivité du Canada** ».

BIOTECanada est l'association commerciale nationale qui représente les secteurs de la biotechnologie de la santé, des sciences de la vie, de l'industrie, de l'agriculture et de l'environnement au Canada. Les 230 entreprises qui font partie de BIOTECanada reflètent l'écosystème biotechnologique canadien vaste et varié s'étendant dans tout le pays et comprenant des universités et des instituts de recherche reconnus mondialement, des PME, des entrepreneurs, ainsi que des acteurs multinationaux d'envergure qui sont tous soutenus par une main-d'œuvre très qualifiée et instruite. Tout compte fait, l'écosystème biotechnologique canadien représente une force économique qui place le Canada de façon avantageuse pour réussir à se tailler une place dans la bioéconomie mondiale en émergence.

Au cours des dernières années, le secteur canadien de la biotechnologie a connu des progrès importants, comme en témoigne la croissance du nombre et de la taille des entreprises dans l'ensemble du pays. Cette tendance indique que l'industrie traverse une phase de croissance positive à mesure qu'un plus grand nombre d'entreprises obtiennent des capitaux d'investissement et font progresser la science et l'innovation.

En tirant parti d'une expertise établie à l'égard de l'entrepreneuriat et de la commercialisation de l'innovation en biotechnologie au Canada, les secteurs de la biotechnologie de la santé, de l'environnement, de l'agriculture et de l'industrie ont profité de la demande mondiale en croissance rapide pour des solutions de biotechnologie qui permettent de relever les défis de l'alimentation et de la prise en charge d'une population croissante et des changements climatiques. Le secteur canadien de la biotechnologie dispose d'importantes possibilités économiques quant au développement d'innovations qui appuieront la compétitivité des entreprises canadiennes dans les secteurs des soins de santé, de l'exploitation minière, de la foresterie, de la fabrication et de l'agriculture dans une bioéconomie mondiale.

Reconnaissant les défis liés à la croissance de la bioéconomie au Canada, l'industrie a accueilli favorablement l'engagement continu du gouvernement à l'égard de l'élaboration du Programme d'innovation fédéral et des priorités particulières relevées dans le cadre du budget de 2018, puisque ces deux éléments reflètent l'objectif commun qui consiste à s'appuyer sur les innovations canadiennes pour créer des entreprises canadiennes concurrentielles à l'échelle mondiale qui généreront de bons emplois et orienteront les innovations supplémentaires.

De récentes initiatives gouvernementales, comme l'engagement pris dans le budget fédéral de 2018 d'investir près d'un milliard de dollars dans les sciences et la recherche, amélioreront considérablement la capacité du Canada à innover. Cette croissance et un climat d'investissement positif sont très favorables à l'industrie. Il sera absolument essentiel de maintenir cet élan et de tirer parti du succès obtenu au cours de la période à venir.

Le budget fédéral de 2019 représente donc une occasion importante et opportune de tirer parti de ces initiatives et de déterminer les domaines dans lesquels le gouvernement et l'industrie peuvent continuer de travailler ensemble pour attirer les investissements, accroître le rôle de chef de file du Canada, diversifier l'économie du pays et être plus concurrentiels. Par-dessus tout, la politique gouvernementale joue un rôle central dans l'établissement des conditions d'accueil nécessaires pour attirer les investissements et les talents nécessaires pour stimuler la recherche et le

développement en biotechnologie. Ainsi, dans le contexte du budget fédéral de 2019, l'industrie recommande un certain nombre d'objectifs essentiels qui appuieront la croissance et accroîtront la compétitivité du secteur canadien de la biotechnologie, particulièrement en ce qui concerne les mesures fiscales visant à promouvoir l'innovation.

Accroître la compétitivité du Canada en matière d'innovation en biotechnologie

Un climat d'investissement positif est essentiel pour maintenir cet élan au cours de la période à venir jusqu'en 2019 et au-delà. Grâce à des politiques publiques et à des mesures budgétaires stratégiques, les gouvernements jouent un rôle central dans l'établissement des conditions d'accueil pour attirer les investissements et stimuler l'innovation. Les mesures proposées dans le présent mémoire amélioreront la productivité et la compétitivité du Canada, attireront les investissements et les talents en vue d'accroître le nombre d'entreprises canadiennes de biotechnologie et, en fin de compte, établiront plusieurs entreprises canadiennes « phares » concurrentielles à l'échelle mondiale.

Il est important de noter que la Banque de développement du Canada a commencé à verser en 2018 les 400 millions de dollars prévus au titre de l'Initiative de catalyse du capital de risque afin d'augmenter le capital de risque à un stade avancé offert aux entreprises canadiennes. De plus, l'investissement du gouvernement de 950 millions de dollars sur cinq ans à l'appui des super grappes d'innovation dirigées par des entreprises accélérera encore davantage la croissance économique. Ensemble, ces mesures amélioreront la position concurrentielle du Canada en tant que destination des capitaux d'investissement.

Au printemps 2018, le ministère de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique (ISED) a établi six tables sectorielles de stratégies économiques qui recenseront les initiatives visant à améliorer la compétitivité dans six secteurs prioritaires, y compris la santé et les biosciences. La Table sur les sciences biologiques et la santé travaille activement depuis le début du printemps et s'est concentrée sur quatre domaines de base, dont deux sont le talent et l'investissement. Le rapport de la Table au ministre de l'ISED qui sera déposé en septembre 2018 comprendra des recommandations sur la façon dont le gouvernement et l'industrie peuvent travailler pour améliorer la position concurrentielle du Canada dans le domaine des biosciences et des sciences de la vie à l'échelle mondiale.

Recommandation 1

Le Comité des finances examine le rapport des tables sectorielles de stratégies économiques, dont l'objectif est de déterminer les recommandations pouvant être appuyées par les initiatives et les mesures budgétaires fédérales (2019 et au-delà).

Établir des entreprises canadiennes phares en biotechnologie

La découverte et la commercialisation de la biotechnologie se caractérisent par de longs délais, des coûts importants et des risques scientifiques élevés. Malgré les défis de la commercialisation, il existe actuellement un certain nombre d'entreprises canadiennes de biotechnologie qui sont sur le point de devenir des entités commerciales concurrentielles à l'échelle mondiale. Si elles réussissent, ces entreprises deviendront des entreprises canadiennes « phares » qui favoriseront la compétitivité globale de l'écosystème canadien. Cela devrait être un objectif essentiel pour le gouvernement et l'industrie au cours de la période immédiate à venir.

Les vedettes canadiennes de la biotechnologie comme Zymeworks et StemCell (Vancouver) et Clementia, Theratechnologies et Caprion (Montréal) sont maintenant prêtes à franchir la prochaine étape pour devenir des entreprises commerciales canadiennes. De plus, des sociétés telles que Blue Rock Therapeutics (Toronto), Turnstone Biologics (Ottawa), Innovative Targeting Solutions (Victoria), enGene and Repare (Montréal) et d'autres ne sont pas loin derrière. Il est important de noter que le Canada compte également plusieurs incubateurs et accélérateurs qui travaillent à l'échelle nationale pour relever les innovations prometteuses et mettre de l'avant la prochaine génération d'entreprises canadiennes.

Recommandation 2

L'amélioration de la compétitivité du Canada à tous les stades de développement devrait être un objectif clé des mesures et des initiatives stratégiques du gouvernement. Plus précisément, le gouvernement devrait veiller à ce que des ressources et des initiatives soient consacrées au soutien de la création et de la croissance de la prochaine génération d'entreprises canadiennes de biotechnologie.

Pour toutes ces entreprises et de nombreuses autres au pays, l'accès aux meilleurs talents et aux investissements demeure primordial pour commercialiser avec succès leurs innovations et rester au Canada. Dans ce contexte, on ne saurait trop insister sur l'importance d'améliorer la position concurrentielle du Canada pour attirer les meilleurs talents en matière d'investissement. Armées d'une idée géniale, d'investissements et des bons talents, les entreprises canadiennes deviendront des vedettes mondiales. Toutefois, si l'investissement et les talents ne peuvent être trouvés ou amenés au Canada, il y a un risque très réel que les entreprises se rendent là où ils sont disponibles, et le Canada ne tirera aucun avantage économique de la commercialisation de l'innovation ici.

La politique fiscale est souvent l'une des mesures les plus importantes dont disposent les gouvernements pour améliorer leur compétitivité par rapport à d'autres administrations. L'utilisation des options d'achat d'actions comme mesure incitative est devenue un outil essentiel pour les entreprises précommerciales afin de demeurer concurrentielles pour attirer les investissements et les meilleurs talents au Canada. Pour cette raison, l'industrie a accueilli favorablement la décision du gouvernement de ne pas réviser le traitement fiscal des options d'achat d'actions. L'innovation en biotechnologie est intrinsèquement risquée et coûteuse, surtout pour les petites et moyennes entreprises qui dominent les PME canadiennes. Les risques liés à l'innovation pionnière sont importants, et les avantages potentiels doivent être proportionnels. La rémunération sous forme d'options d'achat d'actions est essentielle pour atteindre cet équilibre risque-récompense et aide les PME canadiennes à attirer et à conserver les talents nécessaires pour prospérer et créer des emplois supplémentaires au Canada. Réduire le potentiel de rendement du risque et de l'investissement en augmentant les impôts finira par décourager la prise de risques et l'innovation, tout en forçant certains des meilleurs talents du Canada à s'installer dans des entreprises situées dans des territoires plus concurrentiels. Alors que le gouvernement continue d'examiner des façons de rationaliser et d'améliorer le régime fiscal du Canada, il est important de reconnaître l'importance de certaines mesures dans le contexte de la compétitivité mondiale.

Plusieurs programmes et mesures gouvernementaux établis, comme le Programme d'aide à la recherche industrielle (PARI), le crédit d'impôt pour la recherche scientifique et le développement expérimental (RS&DE), l'Initiative de catalyse du capital de risque (ICCR), Mitcas et les programmes Cultivons l'avenir, contribuent à réduire les risques et à soutenir l'innovation en biotechnologie au cours de ces premières étapes de la commercialisation. Par conséquent, le gouvernement doit à tout le moins continuer à financer ces programmes et, reconnaissant leur importance stratégique, chercher à les élargir ou à les améliorer dans la mesure du possible. En particulier, le gouvernement devrait examiner la surveillance administrative du programme de RS&DE afin d'en améliorer l'uniformité et l'efficacité. De plus, l'industrie appuierait fortement un programme amélioré de RS&DE qui reconnaît la nature unique de la découverte, de la commercialisation et de la mise à l'échelle de la biotechnologie.

Recommandation 3

Améliorer la surveillance administrative du crédit d'impôt pour la RS&DE et élargir les seuils de dépenses de RS&DE afin de donner un meilleur accès au programme aux entreprises qui sont dans les phases critiques de croissance de la commercialisation.

De la même façon, un certain nombre d'administrations ont mis en place des mesures fiscales particulières pour soutenir la croissance des jeunes entreprises en établissant des taux d'imposition réduits sur les revenus tirés d'une activité commerciale liée à la propriété intellectuelle d'une entreprise. En effet, les États-Unis ont abaissé considérablement le taux d'imposition des sociétés pour attirer et retenir les entreprises, tandis que d'autres pays ont créé une « boîte de développement des connaissances » (Irlande) ou une « boîte d'innovation » (Pays-Bas) pour soutenir la croissance des entreprises en phase de démarrage en leur offrant un taux d'imposition réduit sur les revenus tirés de leur propriété intellectuelle. Une initiative similaire renforcerait la solide capacité du Canada en

ce qui a trait à la recherche et développement en matière de biotechnologies, et en augmenterait la compétitivité en attirant et en conservant les actifs de propriété intellectuelle grâce à la promotion du développement commercial de la propriété intellectuelle au Canada.

Recommandation 4

Le gouvernement devrait établir un régime incitatif relatif aux brevets pour encourager les entreprises à conserver la propriété intellectuelle au Canada et à tirer des revenus de la propriété intellectuelle pour soutenir les entreprises en démarrage qui s'établissent et prennent de l'expansion au pays.

Élaborer une stratégie nationale en matière de bioéconomie

Malgré sa longue tradition d'innovation en biotechnologie dans les domaines de la santé, de l'environnement, de l'industrie et de l'agriculture, ses forces régionales et la reconnaissance par tous les ordres de gouvernement de la valeur que la biotechnologie représente pour l'économie canadienne, le Canada est unique en ce sens qu'il n'a pas encore mis en place une stratégie nationale en matière de bioéconomie. La plupart des administrations concurrentes reconnaissent la valeur économique et sociale de l'appui à la croissance d'un secteur national de la biotechnologie et ont donc élaboré des stratégies nationales pour améliorer la compétitivité de leur industrie nationale. Les États-Unis, le Royaume-Uni, l'Australie et l'Irlande ont tous mis en place de vastes stratégies nationales pour soutenir la découverte et la commercialisation de la biotechnologie. Le Canada doit suivre le rythme de ces administrations. Une stratégie nationale s'appuiera sur l'industrie innovatrice actuelle des chercheurs et des fabricants au Canada pour développer des possibilités accrues avec les industries et d'autres intervenants en partenariat avec d'autres secteurs.

Une stratégie nationale appuierait également l'élaboration d'une politique publique et d'une approche réglementaire plus holistique qui cadrerait avec la nature globale et interconnectée de l'écosystème biotechnologique du Canada. Pour que le Canada demeure concurrentiel par rapport aux autres pays, il doit passer d'une approche organique de la politique publique à une approche stratégique, holistique et tournée vers l'avenir.

Recommandation 5

En collaboration avec l'industrie, le gouvernement **élabore une stratégie nationale en matière de bioéconomie** axée sur l'accroissement de la compétitivité du Canada à l'échelle mondiale. Dans le cadre de la stratégie nationale, le gouvernement devrait inclure le développement d'une capacité nationale de collecte de données pour mesurer les progrès de l'industrie.

Le Canada possède une capacité scientifique et de recherche reconnue à l'échelle mondiale, ce qui a mené à l'établissement d'un écosystème biotechnologique riche et diversifié. L'écosystème a soutenu la création et la croissance de plusieurs entreprises qui sont maintenant sur le point de connaître un succès commercial. Le Canada devrait chercher à établir des entreprises phares et à faire croître la prochaine génération d'entreprises fondées sur la recherche et l'innovation au Canada. Dans ce contexte, le budget fédéral de 2019 peut jouer un rôle important en soutenant les efforts du secteur pour attirer les investissements et les talents et, en fin de compte, devenir une autorité de premier plan en matière d'innovation biotechnologique dans un monde qui a besoin de solutions biotechnologiques.

Une fois encore, l'industrie est reconnaissante au Comité de lui avoir offert cette importante occasion, qui arrive à point nommé, d'apporter sa contribution au processus d'élaboration du budget fédéral de 2019 et accueillerait très favorablement la possibilité de prendre part aux audiences prébudgétaires du Comité à l'automne.

Cordialement,



Andrew Casey
President and CEO